

## Études, revues, livres

Volume 12, numéro 3, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/900546ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/900546ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue des sciences de l'éducation

ISSN

0318-479X (imprimé)

1705-0065 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1986). Compte rendu de [Études, revues, livres]. *Revue des sciences de l'éducation*, 12(3), 437–452. <https://doi.org/10.7202/900546ar>

## Recensions

### Études, revues, livres

Mollo-Bouvier, Suzanne, *La sélection implicite à l'école*, Paris: Presses Universitaires de France, 1986, 322 pages.

Suzanne Mollo nous a habitués à des oeuvres de qualité, sans grande prétention théorique peut-être, mais qui dévoilent à chaque fois une facette nouvelle du monde éducatif, avec à-propos, originalité et dans une langue agréable. Après *L'école dans la société* et *Les muets parlent aux sourds*, voici un ouvrage qui tombe bien, puisqu'il examine par le petit bout de la lorgnette ce que la plupart des sociologues se sont contentés de contempler du haut des grands flux statistiques: la sélection scolaire.

Ni sociologue, ni psychologue, ni linguiste, ni ethnologue: S. Mollo est une personne qui adore certainement les zones frontières et c'est là sans doute que les choses intéressantes se passent. Pas de gros budget non plus: un magnétophone, une machine à écrire; mais elle nous prouve que l'artisanat n'est pas moins intéressant que l'industrie des grandes équipes hiérarchisées.

En France, comme ailleurs, les réformes de l'enseignement se succèdent: démocratisation, orientation, qualité, tels sont les maîtres-mots. La sélection perdure, évidemment, mais elle est de plus en plus gommée des discours officiels. Une «rhétorique de la prudence et de l'ambiguïté» la remplace, qui ménage toutes les susceptibilités, enjolive les relégations, déguise les culs-de-sac et les déversoirs.

Une centaine d'élèves et quatre enseignants vont fournir à S. Mollo son «corpus» non officiel, à partir duquel elle pourra repérer la «sélection implicite», c'est-à-dire la sélection «passée à la clandestinité» lors de l'entrée en sixième année. Les données datent de 1977, année de la réforme Haby.

Premier constat: l'information officielle ne passe pas vraiment. Malgré des circulaires, des revues, des débats, les enjeux et les modalités de la réforme n'apparaissent pas clairement aux enseignants. La belle bureaucratie française a ses ratés, comme tant d'autres.

Deuxième constat: la constitution du dossier d'entrée en sixième année est morcelée et mécanisée, ce qui favorise une véritable déresponsabilisation des enseignants. Une commission départementale, un énigmatique ordinateur ajoutent encore à cette impuissance, qui se répercute sur les rapports avec les élèves et les parents.

Troisième constat: une dualité de discours. Le discours égalitaire est produit dans les situations officielles et le discours de la différenciation est réservé aux initiés. L'enseignant joue sur les deux registres et tire ainsi son épingle du jeu.

Quatrième constat: dans l'explication des échecs scolaires, l'importance imputée à la famille contribue aussi à dégager la responsabilité de l'enseignant et de l'école.

Enfin, cinquième constat, plus classique: d'une façon générale, les élèves ont une représentation floue, erronée ou fantaisiste de la sélection scolaire et, dans ce «désert de connaissances», les disparités observables renvoient aux inégalités socio-culturelles.

Somme toute, un livre riche, qui nous fait toucher du doigt des points sensibles, dans la tension entre la sélection et la démocratisation des études. Une remarque cependant: le processus de camouflage de la sélection ne date pas de la réforme Haby. Il n'y a qu'à lire les discours ouvertement «classistes» du XIXe siècle pour ressentir une longue évolution des sensibilités sur cette question. Une telle mise en perspective aurait pu modifier certaines interprétations. Il est d'ailleurs un peu regrettable, ceci dit en passant, que l'auteure se soit tenue avec autant de persévérance à son univers empirique, sans essayer de donner à ses propos une portée plus générale.

André Petitat

\* \* \*

Morin, André, *La recherche-action en éducation: de la pratique à la théorie*, Montréal: Université de Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, 1986, 354 pages.

*La recherche-action en éducation: de la pratique à la théorie* constitue le rapport final d'une recherche entreprise entre 1980 et 1985 par le GESOE (Groupe d'études sur les systèmes ouverts en éducation) sur la recherche-action.

Plusieurs objectifs étaient visés par cette recherche: faire l'analyse critique d'expériences dites de recherche-action (menées par les auteurs ou par d'autres) afin de mieux en saisir le concept, les procédés et les conditions; dégager de ces analyses des leçons sur la recherche-action en vue d'établir des critères spécifiques de la recherche action, une grille d'analyse et une définition opérationnelle; raffiner la grille par une seconde analyse des mêmes expériences et par une confrontation aux auteurs qui ont théorisé sur la recherche-action.

Le livre se divise en quatre parties. La première décrit des projets de recherche-action vécus par différents groupes: l'Opération Humanisation, le Centre d'Intervention et de Formation, le Projet de Recherche et d'Intervention à la Maison,

le projet d'Éducation Permanente à l'Élémentaire, le *Ford Teaching Project*. Dans la seconde partie, l'auteur fait le point sur des expériences vécues par lui et le GESOE à la suite de séminaires et d'un Colloque sur l'éducation populaire. Il en vient à élaborer les fondements de sa grille qu'il situe entre le modèle positiviste et le modèle phénoménologique.

La troisième partie, la plus importante, propose une grille précisant les éléments essentiels de la recherche-action: le contrat, la participation, le changement, le discours et l'action. De ces éléments, l'auteur dégage la définition suivante:

La recherche-action vise un changement par la transformation réciproque de l'action et du discours, c'est-à-dire d'une action individuelle à une pratique collective efficace et incitatrice, et d'un discours spontané à un dialogue éclairé voire engagé. Elle exige qu'il y ait un contrat ouvert formel (plutôt non structuré) impliquant une participation coopérative pouvant aller jusqu'à la cogestion (p. 180).

Dans la quatrième partie, l'auteur réfléchit sur l'aspect théorique de chacun des cinq éléments de base constituant sa grille.

Cet ouvrage a le mérite d'être très bien documenté et constitue, à mon avis, par ses multiples références et son effort de synthèse, un outil intéressant pour qui veut travailler à partir de cette approche.

Toutefois la démarche de l'auteur ne se déroule pas sans ambiguïté. Par exemple, un usage assez élastique des termes *théorie* et *pratique* confond le lecteur et sans doute aussi l'auteur. Ceci a pour effet d'occulter la complexité des rapports entre la théorie et la pratique en laissant croire que le fossé entre les deux peut être comblé. A. Morin veut réaliser l'unité de la connaissance et de l'action: «[...] une scientificité pratique, plus près d'une morale de la conduite humaine; elle pourrait même éventuellement engendrer des régularités capables de guider des pratiques» (p. 153). Sur ce point, l'auteur gagnerait à alimenter sa réflexion des objections de Lyotard qui démontre l'irréductibilité de l'écart entre le descriptif et le prescriptif, autrement dit entre la théorie et la pratique. En conséquence, s'il ne peut y avoir une telle unité de la connaissance et de l'action, donc l'impossibilité de dégager un *savoir* pratique, alors l'auteur n'est pas à la hauteur de sa prétention de fonder la recherche-action sur une base épistémologique solide (p. 8) et fait figure de trompeur trompé.

De plus, la démarche d'A. Morin laisse croire qu'il découvre inductivement, par une sorte de procédé en spirale, ce qu'est l'essence de la recherche-action. Mais en fait sa découverte n'est-elle pas plutôt un présupposé de sa recherche qu'une conclusion puisque dès le départ il statue sur ce qu'elle *devrait* être en s'appuyant sur la *théorie* de Desroches, théorie qui est en réalité une norme? Il aura beau améliorer la définition de Desroches, la confronter aux terrains ou à Dubost, il reste tout de même que son point de départ n'est pas descriptif mais normatif.

Ce que la recherche-action «est», c'est d'abord et avant tout ce que quelqu'un décide qu'elle «devrait» être.

Clermont Gauthier

\* \* \*

Téji, Justin, *Gestion de la contraction financière dans les organisations universitaires*, Montréal: Université de Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, Publication VDR, 1985, 302 pages.

*Gestion de la contraction financière dans les organisations universitaires* est un ouvrage qui suscitera un intérêt certain auprès des différents lecteurs de la *Revue des sciences de l'éducation*. En premier lieu, soulignons que cette publication fut à l'origine une thèse de doctorat soutenue à la Section d'administration de l'éducation de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal et qu'elle remporta le Prix Grégoire pour l'année 1985. Ce prix annuel est remis à l'étudiant de la Faculté qui a soutenu la meilleure thèse. La sélection est réalisée par un jury d'experts et la compétition est très élevée. Pour l'année précitée, le nombre de candidats était de vingt-quatre. En conséquence, lire un Prix Grégoire est rarement un exercice académique ennuyeux.

D'autre part, au-delà d'être une thèse qui a obtenu un prix d'excellence, l'ouvrage de Téji aborde un sujet qui laisse peu indifférents nombre d'intervenants préoccupés du sort de l'enseignement supérieur au Québec. En effet, l'auteur analyse les implications de la contraction financière sur deux aspects de la gestion des organisations universitaires: les changements dans l'allocation interne des ressources financières et les ajustements structurels qui se produisent dans les unités d'enseignement et de recherche suite aux compressions budgétaires. En regard de ces aspects, il formule trois hypothèses de travail:

- H<sup>1</sup> En période de contraction financière, les organisations universitaires, quelle que soit leur taille, ont tendance à augmenter la part des dépenses qui vont aux activités d'enseignement et de recherche départementales.
- H<sup>2</sup> En période de contraction financière, la part des dépenses affectées aux fonctions auxiliaires de l'enseignement et de la recherche augmente, peu importe la taille de l'organisation.
- H<sup>3</sup> En période de contraction financière, les dépenses qui vont à l'encadrement (administration générale, maintenance) diminuent par rapport aux autres dépenses, quelle que soit la taille de l'université.

Ces hypothèses reposent sur des observations maintes fois réalisées en milieu organisationnel «traditionnel» et qui sont codifiées dans un certain nombre de théories sur le développement des organisations (par exemple, Chandler, 1962). Pour illustrer cette assertion prenons un cas bien connu en milieu industriel au Québec, la compagnie *Cascades*. Cette dernière s'est taillée une réputation inter-

nationale par son habileté à relancer des entreprises déficitaires. Lors d'une prise de contrôle, l'une de ses premières stratégies est de réduire considérablement le niveau d'administration de l'entreprise et d'investir dans son centre opérationnel, c'est-à-dire les activités de production. De fait, toute organisation aux prises avec des problèmes financiers coupe dans ses dépenses de luxe et parmi ces dernières l'administration n'est pas la moindre...

Pour conduire sa quête, Téji utilise deux approches qui nécessiteront deux types de revue des écrits, deux méthodologies et deux méthodes d'analyse des données. Dans un premier segment de recherche, il analyse par l'intermédiaire d'un modèle des dépenses linéaires un ensemble de données financières de neuf organisations universitaires sur une période de onze ans (1972-1982). Cette période se caractérise par trois moments dans l'évolution des universités québécoises: un moment d'expansion, un autre de tassement et un dernier de rétrécissement des ressources financières. Dans un deuxième segment, l'auteur analyse par l'intermédiaire d'un questionnaire les différentes actions entreprises par trente-cinq départements universitaires pour faire face à la contraction financière. Dans cette deuxième analyse, il tient compte du taux de compression budgétaire et des éléments contextuels propres à chaque département.

L'analyse des résultats révèle que les trois hypothèses sont rejetées. Face à la contraction budgétaire, les universitaires diminuent leur propension marginale à dépenser pour les fonctions de base (enseignement et recherche) et les fonctions de support à ces dernières (par exemple, bibliothèques). Par ailleurs, elles augmentent leur propension marginale à dépenser pour les fonctions de support institutionnel (l'administration générale). Aux yeux de l'investisseur boursier, les universités seront certainement loin de constituer des *Cascades* ou des *Canam Manac*...

Un certain nombre de raisons semblent expliquer le phénomène. En premier lieu, peu de départements ont opéré des actions compressives majeures. Par exemple, aucun diplôme n'aurait été supprimé. Au contraire, dans la moitié des cas, il y a eu des actions expansives pouvant aller de la création de nouveaux enseignements à l'implantation d'un programme entier (certificat, baccalauréat, etc.). D'autre part, on investit de plus en plus dans des relations de coopération inter-départementales ou interuniversitaires dans le but de mieux rationaliser les ressources financières disponibles. Dans un même sens, on développe des outils de cueillette des données et d'évaluation des activités qui nécessitent de nouvelles ressources administratives. Enfin, on se lance dans des opérations politiques ou de relations publiques visant à améliorer la situation de l'université. L'ensemble de ces activités contribuent à augmenter la tâche administrative des décideurs universitaires et ces derniers mobilisent de nouvelles ressources, ce que peuvent difficilement faire les professeurs aux prises avec l'augmentation de leur charge d'enseignement. De fait, «pour gérer le déficit les autorités universitaires diminuent relativement la part des ressources financières consacrées à l'enseignement et à la recherche dépar-

tementale» (p. 188). En fin de course, la gestion de la contraction financière est fort profitable au développement de l'administration universitaire.

La thèse de Téji est d'actualité. C'est un ouvrage rafraîchissant qui apporte un éclairage pertinent à la compréhension de l'actuelle période d'austérité que vivent les universités québécoises. Il a le mérite de situer la problématique actuelle dans un contexte historique, économique et international qui permet de relativiser la question. La revue des écrits est appropriée et accessible à ceux qui ne sont pas familiers avec les études en administration de l'éducation. La méthodologie d'enquête est sophistiquée. Si le sujet et la démarche sont complexes, l'auteur réussit admirablement à nous conduire par le fil d'Ariane dans les méandres de ses analyses. Par ailleurs, quiconque a travaillé en milieu universitaire ces dernières années et a accordé une certaine attention à son évolution administrative trouvera dans cet ouvrage une multitude de points de références.

Toutefois, l'ouvrage nous laisse quelque peu sur notre appétit. Ainsi, après avoir mis en évidence qu'une part importante de la réponse organisationnelle des universités a consisté à investir davantage dans le développement de son administration, l'auteur analyse peu les conséquences d'une telle pratique. A ce niveau, il y a un certain manque de perspectives... Par exemple, il aurait été opportun que l'auteur analyse davantage les conséquences des réponses «incrémentalistes» des organisations universitaires, c'est-à-dire leur propension technocratique à ajouter de nouvelles structures à celles existantes. Par ailleurs, le développement de l'administration universitaire, et son corollaire, la bureaucratisation des activités professionnelles, risquent de mettre en péril la capacité même de l'institution universitaire à atteindre ses différentes missions.

D'autre part, comme l'a rappelé judicieusement la *Commission d'étude sur les universités* (1979, p. 28), une croissance disproportionnée des dépenses affectées à l'administration a comme conséquence non seulement de «dévorer les énergies», mais aussi «d'aggraver les tensions organisationnelles» et de conduire définitivement l'organisation à une «dégradation progressive des conduites de travail et du climat de la vie intellectuelle». De fait, il est à craindre que maintes organisations universitaires québécoises se dirigent vers la bureaucratie mécaniste et l'arène politique. En définitive les organisations universitaires ont peut-être, malheureusement, davantage d'affinités avec *Le déclin de l'empire américain* qu'avec la compagnie *Cascades*...

Guy Pelletier

\* \* \*

Amegan, Samuel, Gilles-A. Bonneau, Louis-Philippe Boucher, Joseph Morose et Jacques Ouellet, *Vers une compréhension de la dynamique de l'école secondaire*, Sillery: Les Presses de l'Université du Québec, 1986, 215 pages.

Une équipe du Département d'éducation de l'Université du Québec à Chicoutimi, dont les membres ont plusieurs recherches scientifiques à leur crédit, offre au lecteur une série de données de recherche dans le cadre d'un modèle globalisant.

Depuis une cinquantaine d'années, on nous a présenté une variété considérable de données éparpillées et parcellaires, reliées aux variables internes et externes de l'école. Cette accumulation de connaissances loin d'aider à résoudre la problématique scolaire semble la compliquer encore davantage. Nous croulons sous les données de recherches en éducation, mais nous manquons cruellement d'idées nouvelles. Malgré l'abondance de données, l'école ne répond toujours pas aux attentes de la société, puisque non seulement le Québec, mais la France, la Belgique et les États-Unis proposent de nouveau des réformes scolaires en profondeur.

La recherche, effectuée dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, tend à offrir au lecteur une meilleure compréhension de la dynamique scolaire. C'est une contribution fort valable à l'évolution des sciences de l'éducation du fait que les auteurs analysent plusieurs variables internes de l'école secondaire polyvalente, dans une perspective holistique qui comprend les aspects empiriques, méthodologiques et épistémologiques de certains apprentissages.

Le livre bien rédigé et sans jargon professionnel, offre un portrait objectif des attitudes et des attentes des élèves, des professeurs et des parents, en ce qui concerne le fonctionnement et l'efficacité de différentes activités scolaires. Cette présentation de données scientifiques confirme et renforce plusieurs recherches antérieures sur des problèmes scolaires semblables et pourrait aider les agents d'éducation dans leur choix de meilleures solutions en vue d'une amélioration de l'apprentissage des élèves.

Le livre se répartit en trois sections dont la première traite du contexte problématique qui a justifié de telles recherches et où l'on explique clairement les objectifs et les aspects théoriques des projets de recherche. La description des différentes étapes dans la démarche exploratoire témoigne de la validité et du sérieux dans l'approfondissement du comment et du pourquoi de la performance des activités d'apprentissage.

La deuxième partie offre plusieurs tableaux de données et l'interprétation qu'on peut en retirer. Les études exploratoires analysent différentes attitudes des principaux agents de l'éducation. La recherche porte d'abord sur la taille de l'école et ses répercussions sur la vie étudiante. L'échantillon contenait des écoles secondaires où la clientèle se chiffrait de 450 à 2 245 élèves. Étant donné qu'il ne s'agit pas de très grands «bunkers», les données indiquent que la grandeur des édifices ne constitue pas un facteur déterminant dans le climat scolaire. Toutefois, les élèves du premier cycle se disent plus à l'aise dans de petites écoles, tandis que ceux du deuxième cycle s'accommodent fort bien de plus grands complexes.



Un des facteurs déterminant de la vie institutionnelle qui ressort de la recherche, concerne plutôt la décentralisation de la prise de décision vers le bas de la pyramide scolaire. Cette notion de la gestion participative ou collégiale, élément important dans la théorie Z de William Ouchi et de Paul S. George, semble rallier l'intérêt des élèves du secondaire. La recherche indique en effet que la gestion participative influencerait positivement et les clients et les intervenants en éducation.

Dans le domaine de l'enseignement, les sondages portent sur l'enseignement des disciplines de base, le français et les mathématiques. La plupart des élèves se disent satisfaits de l'enseignement du français sauf un très faible pourcentage d'élèves qui se désintéressent de l'apprentissage linguistique.

Quant à l'enseignement des mathématiques, le modèle d'analyse utilisé démontre la relation complexe de plusieurs facteurs qui expliquent le degré d'intérêt et de satisfaction des élèves qui réussissent. A ce sujet, on indique toutefois une prédominance des aptitudes intellectuelles sur les caractéristiques socio-économiques et culturelles des élèves.

Dans la troisième et dernière partie, les auteurs élaborent une réflexion plutôt épistémologique sur la théorie de la modélisation comme moyen d'appréhender plus objectivement la relation entre les différentes variables de la dynamique scolaire, étudiée dans l'optique des sciences humaines.

Une courte analyse synthétique ne peut rendre justice à une recherche globalisante qui présente une foule de données. Plusieurs agents impliqués en éducation, tant les réformistes que les centristes et les conservateurs, pourraient certainement tirer avantage de la lecture de ces données de recherches scientifiques.

Alcide Godin

\* \* \*

Cournoyer, Monique, avec la collaboration de Jean-Yves Drolet et Claude Trottier, *La formation professionnelle «longue» au secondaire: attentes du milieu scolaire et du milieu du travail*, Les cahiers du Labraps, Série Études et Recherche, vol. 2, no 1, 1985, 415 pages.

Monique Cournoyer, avec la collaboration de Jean-Yves Drolet et Claude Trottier, étudie la formation professionnelle de niveau secondaire au Québec. Deux disciplines retiennent son attention, commerce et secrétariat, et équipement motorisé de deux commissions scolaires de la région de Québec.

L'auteure procède par entrevues semi-structurées auprès des intervenants tant du milieu scolaire que du milieu de travail, tout en y ajoutant des élèves des deux spécialités retenues. Les sujets abordés sont nombreux: place de la formation professionnelle dans le curriculum des élèves du secondaire, clientèle du secteur, contenu, reconnaissance et qualité de cette formation, niveau où elle se donne.

Après avoir scruté l'élève de formation professionnelle dans son cheminement au secondaire, l'auteure observe les stages des élèves en milieu de travail, l'influence de cette formation pratique, les relations entretenues par l'élève avec le milieu de travail.

Que retenir de cette étude? En tout premier lieu, il faut souligner la convergence des opinions émises par les tenants des deux milieux. On aurait pu s'attendre à des critiques sévères du monde du travail sur la formation professionnelle en milieu scolaire. Il n'en est rien. Au contraire, on reconnaît la valeur de cette formation et le lieu où celle-ci se donne n'est pas remis en cause.

La jonction entre les deux milieux semble avoir été faite dans le respect des rôles des uns et des autres. On pourrait à partir de cette étude émettre des hypothèses fort intéressantes tant sur la compétence des professeurs qui forment les futurs apprentis du monde du travail, que sur la qualité des élèves qui font ce cheminement particulier d'intégrer tout en faisant leurs études secondaires, une formation professionnelle. C'est le système qui avait été retenu par le rapport Parent. Il est en train dans ce domaine, de justifier ce choix. Les résultats sont là, en noir et blanc par des dizaines sinon des centaines de témoignages sur les sujets retenus.

Il reste peut-être une ombre au tableau et c'est le fait de n'avoir pas su spécifier dans cette étude, de façon claire et explicative, que la formation professionnelle longue de niveau secondaire est différente de la formation courte et de celle donnée aux élèves en difficulté d'apprentissage. Ces deux groupes d'élèves, dans certains cas, ne reçoivent qu'une forme pratique de préparation à la vie qui, à la limite, n'a de professionnel que le nom. Et, malheureusement, c'est souvent sur ce rôle complémentaire que les professeurs de l'enseignement professionnel sont jugés.

Après les nombreuses réflexions du ministère de l'Éducation, qui reconnaissent la valeur de la formation professionnelle longue, il faut souhaiter qu'elle y demeure pour l'ensemble des champs d'activités qui lui sont propres.

L'enseignement professionnel, un terrain de recherche, qui nous l'espérons, sera aussi couvert par les enseignants, étudiants, de 2e et 3e cycles issus du secteur professionnel.

Nous recommandons fortement la lecture de ce document par tous ceux et celles qui sont impliqués dans la formation professionnelle de niveau secondaire.

Raymond Baillargeon

\* \* \*

Girard, Francine, *Apprendre à communiquer en public*, Mont Saint-Hilaire: Les Éditions La Lignée, 1985, 277 pages, (2e éd.).

Il manquait au Québec un ouvrage comme *Apprendre à communiquer en public*. Le livre de Francine Girard allie des composantes pragmatiques et théoriques à une rigueur intellectuelle appréciable.

Le fond blanc de la couverture liserée de rouge et ornée d'une oratrice face à un micro annonce, comme par une lucarne rectangulaire, une organisation externe sobre et une organisation interne bien présentée. En effet, la table des matières permet une consultation rapide du volume grâce à la pagination précise et détaillée. La disposition aérée du texte, imprimée dans un caractère agréable («toilette» apportée à la deuxième édition revue et corrigée: la première datait de 1982), rend la lecture facile. De plus, de nombreux tableaux et figures récapitulatifs étayent le texte en l'illustrant d'exemples pertinents (plans de discours persuasifs ou informatifs, modèles de la mise en ordre des idées, formes de raisonnements, etc.), alors que 17 fiches pratiques -véritables aide-mémoire et outils de travail indispensables et synthétiques- clôturent les chapitres. Une bibliographie bien documentée et fort utile termine le volume.

De l'art de communiquer à l'éthique de la communication, voilà l'itinéraire que nous fait parcourir ce manuel. La première partie, «la situation du message», analyse l'auditoire et les circonstances de la prise de la parole. Dans la deuxième partie, on nous propose «la conception du message», c'est-à-dire l'élaboration du thème et des contenus ainsi que la recherche des matériaux adéquats. La troisième partie, «la construction du message», de loin la plus importante (près de 130 pages), explique la structuration d'un discours et les fonctions discursives: l'information et la persuasion. Le message bâti, il s'agit de le transmettre: c'est ce qu'illustre la quatrième partie, avec la pratique de la communication et le langage verbal et non verbal, mais aussi la compréhension et la maîtrise du trac. L'émetteur ayant livré son message, la dernière partie s'adresse à l'écoute et à la participation du récepteur.

La facture de l'ensemble traduit une méthodologie rigoureuse qui dévoile, dans l'ordre, la genèse et le fonctionnement du discours. Mais nous aurions aimé y retrouver aussi le fonctionnement de la langue, car seulement 13 pages sont consacrées à la langue orale; l'aspect linguistique, laissé pour compte, est pourtant une composante du réseau discursif d'un texte. Comme le choix des mots et des tournures a des répercussions sur les idées transmises, nous aurions aimé lire les procédés linguistiques utilisés dans un discours informatif ou persuasif, les modalisateurs logiques ou axiologiques qui assemblent les énoncés, enfin toutes les ressources de la langue. Nous aurions aussi souhaité voir quelques exercices afin de mettre à l'épreuve l'organisation des composantes d'un discours, ainsi que la situation et les fonctions discursives, les types d'argument, les formes de raisonnement, bref toutes les combinatoires exposées de façon magistrale dans le manuel et qui forment la trame discursive d'un texte.

Par conséquent, nous ne pouvons que souhaiter l'ajout, à cet ouvrage pédagogique qui allie l'organisation de la pensée à l'aspect oral de la performance,

d'un deuxième tome renfermant l'aspect linguistique et quelques modèles d'exercices. Primé à juste titre par le ministère de l'Éducation, *Apprendre à communiquer en public* est un manuel indispensable à l'apprentissage des habiletés langagières, un outil de travail destiné à des francophones désireux d'apprendre à communiquer en public.

Marie-France Wagner

\* \* \*

Leclerc, Jacques, *Langue et société*, Montréal-Laval: Mondia, 1986, 530 pages.

Le contenu de *Langue et société* est essentiellement articulé à partir d'une réflexion sur l'évolution des langues, puis du comportement interactif de celles-ci. La perspective spatio-temporelle adoptée par l'auteur l'amène à analyser quelque 6 000 langues du monde et 170 États; ce faisant, il fait état des principaux problèmes reliés au contact des langues. Si l'auteur adopte cette vision universaliste, c'est qu'elle permet d'établir des points de comparaison, lesquels sont de nature à mieux faire saisir le sort réservé au français, au Québec principalement, mais aussi au Canada, par rapport aux situations diverses prévalant dans le reste du monde. Dans l'avant-propos, il écrit:

[...] j'ai voulu montrer que l'expérience des autres pays du monde est riche en leçons d'aménagement linguistique. Je crois que les Québécois gagneraient à confronter leur propre expérience en ce domaine avec celle des autres. Non seulement ils risquent de ne pas trop souffrir de la comparaison, mais un tel exercice pourrait en libérer plusieurs de leurs attitudes ambivalentes (p. 3).

Divisé en huit parties, l'ouvrage comprend au total 28 chapitres. Les sept premières parties se terminent par une ou deux pages de faits saillants à retenir, puis par des références bibliographiques propres à chacune d'elles. En outre, mentionnons que l'ouvrage fait usage de statistiques, de tableaux et de cartes géographiques, afin de bien illustrer les situations diverses.

La première partie portant sur *L'univers de la communication* présente les systèmes de communication linguistique et non linguistique. Dans la deuxième partie intitulée *La langue: une réalité instrumentale et sociale* l'auteur s'intéresse spécifiquement aux liens existant entre la langue et la société. La troisième partie, *Les langues du monde*, nous fait découvrir l'importance numérique des langues, lesquelles sont regroupées par familles linguistiques et classées selon leur distribution géographique. Le titre donné à la quatrième partie, *La guerre des langues*, aurait très bien pu convenir à l'ensemble de l'ouvrage. L'auteur y aborde des questions telles que la dominance linguistique, le bilinguisme, la naissance, la survie et la mort des langues, le rôle des États modernes, le réveil des minorités puis enfin, l'avenir des langues des pays industrialisés et du tiers monde. La cinquième partie traite de *L'aménagement des langues*: l'auteur y fait l'analyse de quelque 40 politiques

linguistiques de différents pays. En outre, il expose les solutions les plus variées adoptées par les gouvernements dans la résolution des conflits linguistiques. Parmi celles-ci figurent, par exemple, la politique de la non-intervention, les politiques d'assimilation, le bilinguisme officiel fondé sur les droits personnels ou territoriaux. Ces solutions sont illustrées par des exemples de pays ou de provinces canadiennes où l'on peut observer l'application des politiques en question. La sixième partie intitulée *La variation linguistique dans les sociétés monolingues* est consacrée à la question de la norme et des variétés linguistiques. Dans son analyse, l'auteur démontre que les mécanismes qui sous-tendent la promotion d'une variété de langue donnée auprès de l'ensemble d'une communauté tiennent davantage de raisons extralinguistiques. La septième partie, *Les langues et leur évolution*, trace l'histoire de la langue française et des rapports de force qui ont joué en sa faveur. Le dernier chapitre de cette partie expose la question linguistique du Québec, dans le but d'en faire saisir les fondements historiques et sociologiques. Enfin, la huitième partie s'intitule *Activités*: elle propose, en complément des sept premières parties, un certain nombre de stratégies pédagogiques susceptibles de favoriser l'apprentissage des connaissances présentées et/ou de les mettre à l'épreuve. Aussi, les pédagogues peuvent-ils puiser dans cette sorte de banque de données selon leurs besoins.

Bien que l'intérêt de l'ouvrage déborde largement l'intention pédagogique dans laquelle il a été conçu, il convient de souligner cette dimension spécifique du manuel. Enseignant au cégep Bois-de-Boulogne à Montréal, Jacques Leclerc déplore le manque d'information des jeunes Québécois sur la situation sociolinguistique au Québec et au Canada: c'est dans le but de développer cette conscience linguistique qu'il présente des faits, des exemples, des points de comparaison de façon à amener l'élève à exercer son esprit critique et à prendre position.

Tout au long de l'ouvrage, on sent chez l'auteur une passion de la langue française qu'il vient ici défendre de façon originale. *Langue et société* arrive à point: depuis son adoption en 1977, la Charte de la langue française a été affaiblie par plusieurs jugements majeurs. À l'aube de l'an 2 000, nous devons nous interroger sur les conséquences des assouplissements apportés à la loi 101, à savoir les changements qu'auront les prochaines générations à vivre pleinement en français. Il paraît essentiel de fournir aux jeunes francophones une solide formation sur les questions sociolinguistiques, afin d'éveiller leur conscience et leur permettre de s'affirmer sans équivoque sur le sort réservé à leur langue: l'ouvrage de Jacques Leclerc me paraît constituer un manuel des plus appropriés à cette fin.

Nous souhaitons vivement que ce manuel soit utilisé auprès des jeunes francophones du Québec et *a fortiori*, de ceux des autres provinces canadiennes.

Claire Beauchemin

Tremblay, Yolande, *Médias, symboles et styles d'apprentissage*, Montréal: Les Éditions Bellarmin, 1986, 126 pages.

Dans *Médias, symboles et styles d'apprentissage*, Yolande Tremblay traite des façons d'intégrer les médias dans les activités d'enseignement. Elle le fait à partir d'un cadre conceptuel des médias articulé autour des termes de symbole, de code, de système symbolique, ces derniers étant pris et utilisés structurellement dans le contexte de l'ouvrage. Elle essaie, ce qui est ambitieux mais défendable si on vit et croit à un enseignement humain et non mécanisé, de tenir compte des différences individuelles dans les styles d'apprentissage. L'auteur poursuit l'ouvrage en nous présentant une expérience personnelle de ce type d'enseignement médiatisé dont elle tente ensuite de nous démontrer la nécessité, la qualité et l'opportunité. Elle va plus loin dans le chapitre 4 où elle pose quelques principes pour une élaboration appropriée des médias qui corresponde à différents styles d'apprentissage. Elle termine par la description d'une application de cet enseignement médiatisé en se servant de la technique photographique comme exemple.

Les deux premiers chapitres exposant «le cadre conceptuel des médias» et «les styles d'apprentissage et les médias» sont à lire avec prudence. Ils font état d'un choix très personnel, restreint et surtout non critique de théories sur les médias et sur l'apprentissage. Ces pages contiennent en outre des prises de position fermes, légitimes peut-être, mais non suffisamment élaborées ou justifiées pour que nous puissions y adhérer à prime abord. Tout ce matériel dont l'auteur traite théoriquement est fort complexe, controversé actuellement par des courants de pensées et d'expériences fort diversifiés et mérite une attention autre qu'inconditionnelle.

Les autres chapitres rapportent: l'un le vécu et l'analyse d'une expérience d'enseignement médiatisé; c'est une partie vivante et pouvant suggérer maintes voies d'exploration et d'utilisation des médias; le suivant, une méthode plus ou moins claire voulant démontrer comment élaborer les médias aux fins que l'auteur poursuit; et le dernier est une application fort riche et originale qui met en pratique tout ce que l'auteur vit et pressent de bénéfique et de judicieux que l'enseignement pourrait tirer des médias. Malheureusement la terminologie spécifique à des termes reliés aux différents champs de connaissances et d'applications touchés dans cet ouvrage, n'est pas toujours proprement respectée dans ses définitions et ses distinctions.

L'ensemble de l'ouvrage contient une information intéressante, pertinente certes à l'heure actuelle, mais qui ne nous parvient pas toujours avec tout le soin et la rigueur qu'elle exige à la fois dans sa forme et son fond.

Louise Bouchard

Jacquinet, Geneviève, *L'école devant les écrans*, Paris: Les Éditions E.S.F., 1985, 135 pages.

*L'école devant les écrans* est un ouvrage bilan sur les résultats des expériences les plus significatives dans le secteur de l'audio-visuel éducatif. C'est aussi un ouvrage qui prend en compte «l'après-audio-visuel», c'est-à-dire les transformations apportées par l'introduction de l'ordinateur dans l'éducation. En ce sens, le livre de Jacquinet ouvre des perspectives qu'elle situe dans l'axe de la pédagogie interactive.

L'ouvrage est divisé en six grandes parties. Il reprend d'abord un thème que Jacquinet a maintes fois abordé: «apprendre des images et des sens». Elle revient ainsi sur la fonction de représentation de l'image, réaffirmant que celle-ci, quel que soit le procédé dont elle émerge, est une façon de voir et de dire le réel. L'auteure reprend aussi le plaidoyer de l'image en insistant sur la sous-estimation qui en est faite en pédagogie. Cependant, elle ne se contente pas de répéter les théories qu'elle avait déjà abordées (dans *Images et pédagogie*, par exemple). Elle situe l'image dans le contexte de ce qu'elle appelle «la révolution iconique dans la société digitale».

La deuxième partie s'intitule: «Les pratiques audio-visuelles à l'école» et entraîne le lecteur dans la petite histoire de ces pratiques en France. L'auteure y insiste sur cette nécessité d'une «éducation aux médias» reconnue au plan international, «même si elle ne recouvre pas dans tous les pays et pour tous les partenaires les mêmes objectifs et les mêmes réalités» (p. 50). Dans les troisième et quatrième parties, le cinéma et la télévision utilisés à des fins éducatives occupent une place privilégiée. L'exemple ivoirien illustre pertinemment la difficulté d'intégrer ces médias dans le contexte d'une éducation nationale quand une tradition de didactisme est profondément ancrée selon un autre modèle. La part qui est faite dans l'ouvrage au processus de consommation-appropriation, bien qu'assez brève, est très éclairante. En effet, alors qu'on a largement écrit sur la fonction de socialisation dévolue à la télévision (par exemple, *Sesame Street*), on s'est peu penché sur les processus cognitifs mis en oeuvre par l'enfant ou l'adolescent lors de l'exposition à la télévision, par exemple. Après avoir expliqué qu'il y a des modes de pensée spécifiques aux médias à cause des modes de présentation et des systèmes symboliques utilisés, l'auteure, à la suite de quelques chercheurs dont Salomon, fait remarquer que:

L'influence des éléments symboliques des médias sur l'habileté des enfants à exercer des facultés intellectuelles spécifiques, entre en interaction avec l'âge, les aptitudes préalables dans chacune de ces facultés, la condition sociale, la tâche à accomplir et d'autres facteurs (p. 86).

Après une étude critique de plusieurs expériences de télévision éducative à travers le monde, Jacquinet aborde le champ des possibles de la télévision didactique, en recommandant quelques exigences, en sollicitant quelques hardiesses et en

invitant à quelques précautions. Bref, Jacquinot ne tient pas un discours passéiste sur la télévision éducative mais ouvre plutôt des perspectives à la lumière de recherches récentes.

L'élément le plus nouveau de la pensée de Jacquinot apparaît cependant dans les deux derniers volets de l'ouvrage, bien introduit par le titre de la 5e partie: «Que se passe-t-il en éducation lorsque l'audio-visuel devient interactif»? Interactivité en informatique, en audio-visuel, en éducation, ces sous-thèmes y sont abordés avec beaucoup de justesse et d'à-propos. Nous conduisant vers une réflexion sur le médium-synthèse que constitue le vidéodisque interactif, l'auteure rappelle avec précision les quatre degrés d'interactivité que celui-ci permet, le mettant en relation avec l'activité d'apprentissage. Elle indique les trois fonctions spécifiques remplies par le nouveau type de programme: fonction de simulation interactive, de supplantation, de transparence, éléments qui pourraient devenir très utiles dans l'analyse des logiciels éducatifs.

Bien que la dernière partie du livre s'intitule: «Les enjeux socio-éducatifs des nouvelles technologies: ou l'école empêtrée», le propos n'en est pas défaitiste mais invite plutôt à la lucidité. A titre d'exemple, cette affirmation: «L'école résiste à l'introduction des technologies mais parallèlement la fonction éducative échappe de plus en plus à l'école» (p. 120). L'auteure invite les éducateurs à chercher un nouvel équilibre entre la fonction de l'école et celle des moyens d'information et de communication, puisque la croissance de l'environnement massmédiatique entraîne inévitablement la diversification des situations et des modalités d'éducation, de formation, voire d'apprentissage. Elle conclut avec la proposition suivante: «L'indigence des théories pédagogiques qui sous-tendent la plupart des considérations et travaux des technologies de l'éducation est, pour une large part aussi, responsable des rendez-vous manqués» (p. 134). Bref, un ouvrage bilan fort riche, et des perspectives éclairantes sur les nouveaux médias éducatifs.

Claire Meunier

\* \* \*

Beauchesne, Line, *L'abus des drogues: les programmes de prévention chez les jeunes*, Québec: Les Presses de l'Université du Québec, 1986, 106 pages.

*L'abus des drogues: les programmes de prévention chez les jeunes* se veut un examen critique de nombreuses recherches évaluatives des programmes de prévention de l'abus des drogues chez les jeunes. Il s'articule autour de la conception de l'action préventive proposée par Low (1979). Ainsi, l'auteure cherche d'abord à établir la situation sur l'usage des drogues chez les jeunes, particulièrement au Québec. Ensuite elle s'attarde aux causes du problème et aux moyens adéquats pour le prévenir en étudiant l'efficacité de différents programmes de prévention, l'im-



portance de composantes particulières de ces programmes de même que les rôles des lois en tant qu'action préventive. Enfin, l'auteure s'efforce de présenter le pour et le contre de l'action préventive menée jusqu'à présent.

La logique inhérente à la présentation, l'ampleur de la revue des écrits effectuée et la qualité critique du traitement des informations disponibles constituent les principales forces de cet ouvrage.

Par contre, et bien que l'auteure adopte une formule de présentation qui périodiquement fait ressortir les points saillants, bien qu'elle précise que tel ou tel aspect sera repris en détail plus avant dans l'ouvrage, la quantité d'informations présentées rend parfois difficile le suivi de l'exposé. De même, l'auteure aurait pu ajouter à ses critiques méthodologiques que très peu de programmes de prévention n'avaient incorporé de dimension évaluative lors de leur élaboration ou encore que très peu de recherches examinées n'avaient été envisagées lors de la conception des programmes qu'elles évaluaient.

En ces années où notre société est aux prises avec non seulement le problème de l'abus des drogues chez les jeunes, mais également avec celui de la mise en place de programmes pertinents et efficaces pour prévenir, voire contrer cet abus, cet ouvrage, qui met à notre portée divers efforts tentés ici et là dans le monde et leurs résultats plus ou moins probants, est sans contredit fort pertinent. L'étudiant qui envisage de se documenter sur cette question, le professionnel qui désire approfondir son champ de travail, le fonctionnaire ou le législateur qui réfléchit à des projets ou à des politiques à instaurer trouveront sans doute très utile la lecture de cette monographie.

Enfin, bien que nous puissions le déceler partiellement au sommaire et à la conclusion, nous aurions aimé que l'auteure profite de sa connaissance du sujet pour donner des indications plus nombreuses et plus précises sur sa conception du problème, sur le modèle de programme qu'elle trouve le plus pertinent et sur la méthodologie d'évaluation qu'elle juge la plus adéquate.

Mais, peut-être est-ce là l'objet d'un prochain ouvrage!

Jacques C. Grégoire

---